

La référence au programme du Conseil National de la Résistance (CNR) est étrangement omniprésente dans le débat sur le « monde d'après », de Macron qui ose mentionner le titre de ce programme « les jours heureux » à diverses initiatives venant de la gauche. Comme si nous étions, grâce au Coronavirus, entrés dans une période idyllique où le libre débat des idées, la confrontation loyale entre diverses solutions pour l'avenir de la société, pour la sortie des crises sanitaires, écologiques, économiques se décidait hors de tout rapport de force. Comme s'il ne s'agissait que de convaincre les possédants, dans une négociation basée sur la raison, de la validité de réponses favorables aux exploité-e-s et des opprimé-e-s attaquant la dictature des marchés imposée par le néolibéralisme.

La réalité est tout autre, la lutte des classes est omniprésente, et c'est la bourgeoisie qui est à l'offensive. Elle l'a été avant la crise sanitaire, elle l'a été à toutes les étapes de cette crise au travers des choix néolibéraux du gouvernement, elle l'est plus que jamais aujourd'hui. Or les conditions qui ont conduit à l'adoption du programme du CNR ne sont absolument pas réunies aujourd'hui.

S'il s'agit d'affirmer qu'en 1944-45, dans un pays dévasté par la guerre, aux infrastructures (ponts, ports, chemins de fer) détruites, aux approvisionnements à rétablir en eau, gaz et électricité (production réduite de moitié par rapport à 1938), avec un appareil industriel à bout de souffle, où il fallait loger un million de sans-abris, il a été possible de prendre des mesures sociales majeures, comme la Sécurité Sociale, de faire des choix politiques radicaux comme les nationalisations, l'argument est utile.

Mais il a des limites, car il élude les raisons pour lesquelles la bourgeoisie française a accepté des avancées sociales ! Elle n'a pas été convaincue par les arguments des négociateurs, elle a été contrainte par un rapport de force qui n'était pas en sa faveur.

Le CNR, du mythe à la réalité

Pour discuter d'une référence historique comme celle-ci, il est utile de se replonger tant dans le texte lui-même, que dans les circonstances qui ont conduit à son adoption, pour éviter de se laisser impressionner par le mythe.

En l'occurrence, retrouver le texte n'est pas très compliqué, le [programme du CNR](#) est un document facilement accessible et bref, d'une douzaine de pages. Il comprend un « plan d'action immédiate » et des « mesures à appliquer dès la libération du territoire ». Immédiatement, il organise l'unification des mouvements de résistance sous un commandement unique, qui avait pour objectif de placer la résistance communiste sous commandement militaire (cette unification aura du mal à se faire dans nombre d'endroits du fait des réticences des résistants eux-mêmes), et prévoit les mesures d'épuration et surtout de reconstruction des structures étatiques, l'objectif principal de De Gaulle.

Les mesures à appliquer à la Libération comprennent des mesures politiques comme le rétablissement du suffrage universel et des libertés démocratiques, et des propositions dans l'air du temps comme « *l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie* », « *une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général* », qui étaient soutenues par les socialistes, les chrétiens sociaux de droite et même certains milieux patronaux.

Il prévoit de manière plus substantielle « *l'intensification de la production nationale selon*

les lignes d'un plan arrêté par l'État », « le retour à la nation des grands moyens de production monopoliste, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques » et l'instauration d'un « plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État » complété par la mise en place d'une « retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours » .

Ce texte dense contient des mesures fortes et structurantes. Il instaure les premiers éléments de « l'état providence » tout en restant clairement dans le cadre du système capitaliste et de l'ordre bourgeois. En outre, il ne touche pas à l'empire colonial français, ne prévoyant qu'une évanescence « *extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales* ».

Comment la bourgeoisie française a-t-elle pu accepter de telles mesures ?

Pour le comprendre, il faut revenir à sa situation au moment du basculement militaire de la guerre après la défaite des nazis à Stalingrad en février 1943. La bourgeoisie était en bien mauvaise posture pour préparer l'après-guerre. La quasi-totalité des grands patrons et des membres de l'appareil d'Etat collaboraient avec l'occupant nazi, directement ou par l'intermédiaire du régime de Vichy. Comment reconstituer un appareil d'Etat, des formes de domination politique et économique acceptables par la population dans ces conditions ?

C'est l'obsession de De Gaulle. Son discours de Bayeux de juin 1944 quelques jours après le débarquement en Normandie est un résumé de toute sa politique :

« C'est ici que sur le sol des ancêtres réapparut l'État [...] ; l'État sauvegardé dans ses droits, sa dignité, son autorité, au milieu des vicissitudes du dénuement et de l'intrigue ; l'État préservé des ingérences de l'étranger ; l'État capable de rétablir autour de lui l'unité nationale et l'unité impériale, d'assembler toutes les forces de la patrie et de l'Union Française [...], de traiter d'égal à égal avec les autres grandes nations du monde, de préserver l'ordre public, de faire rendre la justice et de commencer notre reconstruction. »

Il s'agissait à ce moment précis d'empêcher les Alliés d'instaurer une administration des territoires libérés comme ils le prévoyaient (l'AMGOT, l'*Allied Military Government of Occupied Territories*) et de manière plus générale d'imposer tant aux alliés qu'aux résistants l'autorité du Gouvernement Provisoire qu'il dirigeait.

Ce combat, De Gaulle l'a engagé dès ses débuts à Londres, où il met en place différentes structures para-étatiques lui permettant de négocier avec les Alliés, qui visent à regrouper les forces de l'empire colonial, et à préparer le futur appareil d'État. Il va même y intégrer en 1942 le Général Giraud, Vichyste anti-allemand qui a le soutien des américains. Mais ces structures avaient une carence majeure, elles ne représentaient pas la résistance intérieure. Or dans cette résistance, le PCF, banni au moment du pacte germano-soviétique¹, est devenu la force principale.

Moins de 30 ans après la Révolution russe, la direction stalinienne n'est pas atteinte du discrédit qui apparaîtra à partir de la fin des années 1950. Malgré les procès de Moscou, l'existence des camps, l'URSS est toujours perçue comme la patrie du socialisme. Le PCF en est le représentant fidèle en France, et défend encore la perspective du socialisme. La résistance populaire qu'il dirige a une dynamique politique et sociale forte, elle n'est pas seulement contre les nazis, elle est un mouvement contre les élites au pouvoir, l'affairisme, le parlementarisme, la III^e république, la trahison des classes dirigeantes identifiées avec le régime de vichy et ses arrangements avec les nazis.

La grande majorité des résistants est animée d'une volonté de briser le pouvoir de l'argent, des trusts, de l'oligarchie économique, et de changer le système politique lors de la libération.

Un instrument d'intégration du PCF

Pour De Gaulle il était indispensable d'intégrer le PCF dans les plans de reconstruction de l'après-guerre. C'est pour cette raison que de Gaulle crée le Conseil National de la Résistance au printemps 1943. Il regroupe les huit organisations de résistance, les six principaux partis de la Troisième République, et les deux syndicats ouvriers (notons qu'il n'y a aucune présence patronale).

On y trouve les deux partis ouvriers, le PCF (qui obtiendra entre 25 % et 28 % des voix aux élections de 1945 et 1946), et la SFIO (qui obtiendra entre 21 % et 23,4 % des voix aux élections de 1945 et 1946), ainsi que les principales forces bourgeoises : les radicaux, les démocrates-chrétiens, et deux partis de droite, l'alliance Démocratique et la Fédération Républicaine. Les deux syndicats sont le syndicat chrétien, la CFTC, et surtout la CGT unifiée, qui regroupait après la grève générale de 1936 près de 4 millions d'adhérents et en aura jusqu'à 6,5 millions en 1947 (plus de 40 % des salariés).

Après une année de négociations, le programme du CNR « *Les jours heureux* » est adopté le 15 mars 1944 en même temps qu'est mis en place un Gouvernement Provisoire incluant pour la première fois les communistes. De Gaulle a réussi son pari : intégrer les communistes à la reconstruction de l'État à la Libération, pour éviter toute vacance du pouvoir et tout bouleversement social. Avec le Gouvernement Provisoire, il dirige une représentation indiscutable en France qui s'impose également aux alliés, dont certains préféraient des Vichystes repentis.

On verra la complète réussite de ce projet dès le retour en France fin 1944 du secrétaire du PCF, Maurice Thorez, lorsque ce dernier se prononce sans ambiguïté pour une seule armée, une seule police, une seule justice, demandant la disparition des groupes armés « *irréguliers* ». Cela se confirmera tout au long de l'année 1945, lorsque dans de nombreux endroits les Comités Départementaux de Libération (CDL) dirigés par les anciens résistants voudront se passer des Commissaires du Gouvernement (l'équivalent des préfets actuels) nommés par l'État central, lorsque des CDL et des milices patriotiques soutiendront les travailleurs qui veulent épurer les entreprises et en prendre le contrôle, le PCF et la CGT auront « *surtout le souci de ne prendre aucune initiative gestionnaire qui n'ait été approuvée par les Commissaires de la république, et à fortiori qui ait pu être en opposition directe avec la volonté de ces derniers* »^[1].

La direction du PCF défend une totale application du programme du CNR, mais rien que le

programme. Elle se situe ainsi dans le cadre international des accords de Yalta, lors desquels la répartition du monde a été négociée entre Staline et les Alliés, dans lesquels il n'est pas prévu que la France devienne socialiste.

Une réponse à la menace révolutionnaire

Si la situation particulière de la France en 1944-1945 a donné une coloration et un imaginaire particulier aux mesures prises à la fin de la Seconde Guerre mondiale, elles s'intègrent dans une politique des classes dirigeantes craignant la montée de la révolution.

En effet, on ne peut comprendre cette construction politique française particulière sans la réintégrer dans le contexte international. Elle existe aussi parce qu'il y a, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, tant au niveau national qu'international, une crainte de la bourgeoisie de voir se développer une vague révolutionnaire du type de celle qui s'est produite en Europe entre 1917 et 1923.

Les trotskystes n'étaient pas les seuls à penser que la révolution pouvait survenir du choc produit par cette guerre. Tous les dirigeants s'y sont préparés, que ce soient les alliés avec les bombardements de terreur de la fin de la guerre sur une série de villes ouvrières en Europe, que ce soit la direction stalinienne laissant la résistance polonaise se faire massacrer lors de l'insurrection de Varsovie, ou refusant tout soutien aux révolutionnaires grecs et yougoslaves.

Bien avant l'entrée dans la guerre froide, le bras de fer entre les États-Unis, le nouvel impérialisme dominant, et le « danger communiste », incarné par Staline aux yeux des possédants est omniprésent. Staline sort victorieux de la guerre dans laquelle l'Union soviétique a subi des pertes colossales (27 millions de morts, 16 % de la population, des régions entières dévastées), et il est à l'offensive, en Europe de l'Est et en Chine notamment.

Une partie des dirigeants bourgeois est convaincue qu'il est important d'avoir une politique coupant l'herbe sous le pied au risque communiste, pour cela elle accepte certains compromis sociaux et la construction de « l'État providence ». Aux États-Unis, l'économie de guerre n'a pas supprimé certaines des avancées sociales prises durant le « New deal » des années 1930. En Europe, une transformation de la société dans ce sens semble inévitable à nombre d'éléments bourgeois et nationalistes.

Ainsi en Grande-Bretagne en 1945, même le parti conservateur accepte l'extension du secteur public. Dans ce pays, où il n'y a pas de grand parti communiste, où il n'y a pas le phénomène de la résistance armée, ce sont les travaillistes élus en 1945 qui nationalisent la banque d'Angleterre, l'ensemble des transports intérieurs et extérieurs, l'énergie et l'industrie lourde.

La CDU allemande, l'ÖVP autrichien et la Démocratie Chrétienne italienne votent également pour de larges nationalisations dans leurs pays. En Autriche et en Grande-Bretagne, comme en France, entre 20 et 25 % de l'économie sont nationalisés.

Du point de vue des systèmes de santé, la situation française n'est pas unique non plus. Les travaillistes mettent en place en Grande-Bretagne dans le cadre de l'État-providence un système de santé, le NHS, offrant une couverture médicale entièrement gratuite pour tous,

On est bien loin de ce contexte aujourd'hui !

Changement de période

Nous vivons dans une période historique où n'existe aucune alternative globale à l'ordre capitaliste. La compétition économique et politique au niveau mondial oppose exclusivement des puissances impérialistes, principalement les États-Unis et la Chine. Rien qui puisse obliger les dominants à remettre en cause leurs orientations néolibérales autoritaires. Alors qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le patronat, les droites les plus réactionnaires étaient sur la défensive, aujourd'hui c'est la dynamique inverse.

De la Chine qui augmente encore le contrôle policier de la population et la répression du mouvement populaire de Hong-Kong, aux États Unis où Trump exacerbe les affrontements sociaux en s'appuyant sur les suprémacistes blancs, en passant par l'Inde où dans cinq États le code du travail est suspendu pour trois ans, et dans l'Uttar Pradesh (200 millions d'habitants) les entreprises sont exemptées du droit du travail, partout les lois d'exception liberticides sont maintenues, la réaction bourgeoise est à l'offensive, attaque les droits des salariés et assouplit les obligations environnementales. On le voit en France, où elle bien organisée autour d'un État très structuré et de plus en plus répressif.

En face, le mouvement ouvrier, le mouvement d'émancipation est divisé, écartelé, sans véritable capacité d'imposer son point de vue face à la vague néolibérale qui s'est répandu sur la planète depuis plus de 30 ans, comme l'ont malheureusement démontré les mobilisations de ces dernières années. Il n'y a pas d'horizon alternatif commun à des millions de dominé-e-s.

L'idée même que le capitalisme sera dépassé un jour, qu'il est possible de construire une société socialiste, même par des réformes, n'a plus d'assise de masse, n'est plus structurante pour les combats qui continuent d'exister contre l'exploitation, les injustices, les inégalités, les oppressions, la répression, les dictatures, etc.

Un choc, pour quel monde d'après ?

Si tout choc produit des effets en réaction, est-ce que cette pandémie et le confinement de la moitié de la planète sont des chocs vécus d'une telle ampleur qu'ils soient en mesure de bouleverser toutes les coordonnées de la situation mondiale et nationale, ébranler les bourgeoisies et unifier les classes subalternes autour d'un projet émancipateur ?

Poser la question ainsi, c'est largement y répondre ! La comparaison rapide avec la fin de la Seconde Guerre mondiale parle d'elle-même. La pandémie actuelle est peu de choses comparée à une guerre de plusieurs années impliquant toute l'Europe et l'Asie, avec près de 80 millions de morts, très majoritairement civils, les camps d'extermination, les bombes atomiques, les destructions colossales, avec l'effondrement de systèmes dictatoriaux, la redéfinition des frontières et des rapports de forces mondiaux.

Choc il y a, mais pas de même ampleur ni de même nature.

Cette pandémie n'est pas un incident de parcours, une épidémie de plus. C'est une première secousse d'un séisme plus profond due à la conjonction de l'entrée dans l'anthropocène et des effets de la mondialisation néolibérale de ces quarante dernières années : il nous donne à voir quel type de catastrophes le monde capitaliste nous réserve. Tant son origine que la gestion de l'état d'urgence sanitaire en France par le gouvernement sont révélatrices des effets des politiques capitalistes sur la planète et ses habitants, et aggravent toutes les inégalités, toutes les injustices au détriment des classes populaires.

La crise économique actuelle n'a rien à voir avec l'impact d'une guerre, avec ses millions de morts qui réduisent le nombre de travailleurs et ses destructions qui imposent des opérations de reconstruction. Lorsqu'est survenu le coronavirus et l'arrêt de l'économie pendant plusieurs semaines, tous les éléments d'une nouvelle crise financière et d'une crise de surproduction étaient réunis depuis plusieurs années.

L'immobilisation des chaînes de productions mondiales, et la baisse de consommation due au confinement et aux pertes de pouvoir d'achat ont produit une chute brutale du PIB, une amplification de la crise de surproduction rampante. Selon la banque de France, l'activité économique globale a chuté de 32 % pendant la quinzaine de confinement de mars, et le PIB s'est contracté de 6 % au premier trimestre 2020.

C'est donc une crise d'ampleur, dont les effets vont être considérables, difficiles à mesurer aujourd'hui. Certains secteurs peuvent connaître un effondrement, modifiant en profondeur la situation et la structure de l'emploi, d'autres se développer, et les plus forts pourront encore se renforcer, avec une nouvelle augmentation de la concentration du capital. Pour le moment, les réactions des décideurs sont conformes aux réponses libérales que nous connaissons depuis les années 1970.

Au plan international, une redistribution planétaire est en cours. Il y a bien sûr le bras de fer entre les États-Unis et la puissance mondiale montante qu'est la Chine. Nombre de pays émergents risquent de connaître des effondrements majeurs. L'Union Européenne est en crise. Nombre d'expérimentations économiques, policières, politiques sont en cours, profitant de la situation.

C'est un choc économique et social majeur. S'il n'est pas assez fort pour éliminer les contraintes de la période néolibérale et nous en faire sortir, il ne peut que produire des changements : il est peu probable que nous retrouverons le monde quitté il y a deux mois. La question est de savoir quels seront ces changements et ce qu'il faut faire pour que ce soient les réponses progressistes qui l'emportent, ne pas se laisser tétaniser par leur « stratégie du choc ».

Cette crise est le produit de l'organisation sociale et des choix précédents, que les possédants utiliseront pour amplifier toujours plus durement l'ordre néolibéral, car c'est dans la logique interne du système capitaliste. Nous sommes dans une situation où la réalisation de la moindre revendication sociale implique donc des affrontements majeurs. Pour imposer aux classes dominantes des décisions qui sauvent des vies et empêchent que les crises ne tuent autant, il faut qu'existent des forces de contestation du système assez crédibles pour pouvoir l'emporter.

L'heure est donc à la reconstruction d'une alternative politique qui s'affirme explicitement comme menace pour les intérêts des possédants, et redonne espérance en la possibilité

**L'omniprésence du CNR : un substitut à la réflexion sur
une situation inédite**

<https://www.contretemps.eu> **redaction**
d'un monde meilleur, permette l'intensification des luttes menées par les exploité-e-s et les
opprimé-e-s. C'est sur ces questions qu'il faut aujourd'hui travailler, pas sur la façon de
copier une situation complètement différente datant de trois quarts de siècle.

Notes

[1] Grégoire Madjarian, *Conflits, pouvoirs et société à la libération*, Paris, Union Générale d'Éditions 1980, p. 179.

références

références

Entre septembre 1939 et mars 1940, 620 syndicats et 675 associations où siégeaient
↑ **1** des communistes sont dissous, 2 778 élus déchus de leur mandat, 3 400 arrestations
effectuées et 3 000 sanctions prises contre des fonctionnaires